

ANALYSE 2006

Enjeux en RDC au lendemain du scrutin électoral du 29 octobre 2006



*Publié avec le soutien du service de l'éducation permanente de la
Communauté française*

Réflexions de Pax Christi Wallonie-Bruxelles sur les enjeux en République démocratique du Congo au lendemain du scrutin électoral du 29 octobre 2006

Introduction

Le 30 juillet 2006 (1^{er} tour de l'élection présidentielle et élections législatives) et le 29 octobre 2006 (2^e tour de l'élection présidentielle et élections provinciales), la République démocratique du Congo a connu les premières élections démocratiques depuis son indépendance. Afin de contribuer à garantir des élections libres, équitables, démocratiques et transparentes, la société civile congolaise a mis en place un dispositif d'observation du processus électoral, le Cadre de concertation de la société civile pour l'observation des élections (CDCE), destiné à assurer le déploiement de milliers d'observateurs nationaux sur l'ensemble du territoire de la RDC. Les ONG et associations belges actives notamment en Afrique centrale, réunies dans la coalition *Le Congo veut voter !*, dont Pax Christi Wallonie-Bruxelles fait partie, et le réseau européen pour l'Afrique centrale (EurAc), ont pour leur part souhaité soutenir les efforts déployés en ce sens par le CDCE en déployant des observateurs internationaux aux côtés de la société civile. Cette mission d'observation internationale s'est voulue indépendante des autres missions internationales (Union européenne, Union africaine, etc.). Pax Christi et la Commission Justice et Paix francophone de Belgique ont souhaité contribuer à cette entreprise collective des ONG européennes en envoyant un observateur lors des différents scrutins électoraux organisés les 30 juillet et 29 octobre 2006.

La première mission d'observation s'est déroulée du 23 juillet au 5 août au Katanga, fief du président Joseph Kabila. Cette mission s'est déroulée en deux temps : (1) observation de la campagne électorale à Lubumbashi (23-27 juillet) ; et (2) observation des derniers préparatifs électoraux, des élections et du début des opérations de compilation à Kasenga (28 juillet - 3 août). Le choix de Kasenga fut en partie dicté par les contacts établis par Pax Christi et la Commission Justice et Paix francophone de Belgique avec la société civile katangaise et plus particulièrement avec Mgr. Fulgence Muteba, évêque du diocèse de Kilwa-Kasenga. L'aide, notamment logistique, apportée par ces partenaires congolais sur le terrain a contribué au bon déroulement de cette mission. La seconde mission (22 octobre - 4 novembre) a eu pour objet d'observer le scrutin du 29 octobre à Bandundu dans le fief d'Antoine Gizenga, lequel était arrivé en troisième position lors du premier tour de la présidentielle avec 13,26 % des voix. Dans le Bandundu, ce dernier avait regroupé sur sa candidature 80,1 % des votes valablement exprimés. Aux législatives, les candidats de son parti, le PALU, avaient raflé 25 des 57 sièges à pourvoir. A la veille du second tour des élections présidentielles, les accords noués entre Joseph Kabila et Antoine Gizenga ont fait de cette province de l'Ouest l'arbitre du duel opposant le vice-président Bemba au président Kabila (ce dernier n'y ayant réussi qu'un piètre 2,64 % lors du premier tour contre 3,64 % pour son challenger). Aussi il apparaissait intéressant pour Pax Christi de voir dans quelle mesure les électeurs ayant voté Gizenga au premier tour suivraient le mot d'ordre de ce dernier et reporteraient ou non leur suffrage sur Joseph Kabila.

L'objet de cette note n'est pas de faire la synthèse des observations faites lors des deux missions d'observations ni de se prononcer sur la régularité du processus électoral. Pax Christi renvoie à cet égard aux différents communiqués et rapports publiés par EurAc et le CDCE (<http://www.eurac-network.org/web/>), lesquels ont été rédigés sur la base des milliers de rapports et commentaires établis par les observateurs de la mission, en ce compris ceux de l'observateur envoyé par Pax Christi / Justice et Paix, et qui ont salué le travail de la Commission électorale indépendante et mis en avant le bon déroulement des différents scrutins. L'analyse développée ci-dessous à partir de cette expérience de terrain propose quelques pistes de réflexions sur quelques-uns des principaux enjeux qui se présentent aux nouveaux dirigeants de la RDC.

Les enjeux

Le 6 décembre 2006, Joseph Kabila a été investi président de la République démocratique du Congo à l'issue des premières élections démocratiques depuis l'indépendance du pays en juin 1960. Après seize longues années de transition chaotique et près de dix années de guerre, la question de la légitimité politique est enfin résolue.

Au regard du soutien massif apporté à la candidature de Joseph Kabila par les populations de l'Est du Congo, soit celles qui ont le plus souffert des affres des crises et des guerres qui ont ravagé la région au cours de la dernière décennie, la paix et le recouvrement par le Congo de sa souveraineté apparaissent comme les principaux enjeux actuels pour les Congolais. Le discours du candidat Kabila – lequel s'est présenté comme le garant de la paix – a été particulièrement bien perçu dans toutes les régions qui avaient vécu la guerre dans leur chair. Cela dit, en ce lendemain d'élections, même si de gros progrès doivent encore être accomplis sur le terrain de la sécurité (certains groupes armés ont conservé une capacité de nuisance non négligeable, le processus d'intégration des Forces armées congolaises (FARDC) est loin d'être efficient, les FARDC demeurent une des principales sources d'insécurité, etc.), le risque de voir la RDC basculer à nouveau dans la guerre semble assez limité. Tout d'abord parce que la question de la légitimité politique qui avait constitué l'un des principaux facteurs de la guerre, semble aujourd'hui résolue. Sans reconnaître explicitement sa défaite, Jean-Pierre Bemba s'est engagé à conduire désormais son combat pour le changement « dans le cadre d'une opposition forte et républicaine ». Ensuite parce qu'il apparaît aujourd'hui fort improbable de voir les pays voisins intervenir à nouveau dans les affaires intérieures du Congo et se mettre ainsi à dos les bailleurs de fonds internationaux, lesquels sont aussi ceux qui ont financé à coup de centaines de millions de dollars le processus électoral en RDC. Enfin, le déclenchement d'une nouvelle guerre au Congo par le régime de Kigali ou celui de Kampala apparaît d'autant moins envisageable que la question des sanctuaires rebelles rwandais ou ougandais est prise au sérieux par le président Kabila lequel semble depuis quelques mois bien décidé à combattre, avec le concours de la MONUC, la menace que ces groupes armés constituent pour l'ensemble de la région des Grands Lacs.

La reconstruction comme enjeu prioritaire

En réalité, à entendre le discours des électeurs congolais, le principal défi qui se pose aux nouvelles autorités congolaises est sans conteste celui de l'amélioration des conditions de vie. Lors des scrutins législatifs et provinciaux, le choix de l'électeur semble ainsi s'être souvent porté sur les candidats ayant à leur actifs des réalisations concrètes sur le plan socio-économique (la construction d'un pont ou d'un dispensaire, la réfection d'une route, le versement des salaires lorsqu'ils étaient aux affaires, etc.). Après trente années de mobutisme et dix années de guerre, la RDC est plongée dans un état de délabrement absolument abyssal : économie en débâcle, administration publique réduite à sa plus simple expression, famines, épidémies (réapparition de maladies jadis éradiquées comme la maladie du sommeil, la rougeole, etc.) et généralisation de la misère. En dépit des potentialités extraordinaires de son sol (terres fertiles) et de son sous-sol (richesses minières), de ses richesses hydrauliques et énergétiques, la RDC est aujourd'hui un pays où la lutte pour la survie est le lot quotidien de l'immense majorité de la population. Aussi le grand défi qui se présente aux nouvelles autorités congolaises est sans conteste la relance de l'économie et l'amélioration des conditions de vie de leur population. Cet enjeu est d'autant plus important que l'histoire récente des pays de la région des Grands Lacs a montré combien la misère et l'absence de perspectives d'avenir constituent un terreau de choix pour les sergents recruteurs des mouvements armés en tous genres.

Le Congo ne vaut « pas un penny sans infrastructures »

De nombreux facteurs sont indispensables à cette relance de l'économie. Au-delà de la stabilité politique, des conditions de sécurité et des principes de « bonne gouvernance » sur lesquels nous ne nous étendrons pas, il faut souligner le fait que le redémarrage de l'économie du Congo passera obligatoirement par la reconstruction des infrastructures. Comme l'a souligné il y a plus d'un siècle l'explorateur Henri Morton Stanley, si le Congo est un « scandale géologique », celui-ci « ne vaut pas un penny sans infrastructures », à savoir le réseau ferroviaire, les routes, les voies navigables, les ports, etc. indispensables aux échanges économiques nationaux, régionaux et internationaux. Le Congo est en effet un pays énorme, peu équipé (la plupart des infrastructures construites à l'époque coloniale sont hors d'usage) et où les distances entre les lieux d'exploitation et un port d'exportation sont très importantes. Dans ces conditions, comme l'a souligné Robert Giraudon, « dès qu'on s'éloigne de la côte, les possibilités d'une exploitation minière rentable se limitent rapidement aux substances dont la valeur par unité de poids est élevée (comme) les métaux précieux, le diamant, l'uranium, dans une certaine mesure le pétrole et les minerais qui, comme le cuivre du Katanga, allient à une bonne valeur unitaire des teneurs exceptionnelles et des réserves considérables. »¹ Mais là encore, il faut faire des investissements de plusieurs centaines de millions de dollars pour reconstruire les infrastructures détruites.

¹ R. GIRAUDON, « Un scandale géologique ? », *Afrique Contemporaine*, n°183, 1997, p.49.

La réhabilitation des infrastructures ne doit cependant pas se limiter aux régions minières et doit concerner l'ensemble du pays, en ce compris les zones « rurales » comme le Bandundu, le Maniema, le Nord-Katanga ou l'Equateur. La reconstruction des infrastructures de communication constitue une condition *sine qua non* pour toute relance économique dans la région de Kasenga à 220 km au nord de Lubumbashi, sur la frontière zambienne. C'est une zone rurale extrêmement pauvre, fortement touchée par le chômage (y compris chez les jeunes diplômés), sans la moindre industrie. En dépit du potentiel agricole et piscicole (c'est à Kasenga que furent lancés les premiers élevages de Tilapia à l'époque coloniale) de la région, la population n'y pratique qu'une agriculture de subsistance. A quoi bon développer les plantations s'il n'est pas possible d'exporter sans dommage sa production. En saison sèche, il faut une semaine aux vieux camions pour avaler les 220 km de pistes qui relie Kasenga à Lubumbashi. En saison des pluies, il faut souvent compter un mois. Quant à l'exportation vers la Zambie, elle est d'autant plus limitée qu'il n'y a pas de pont et que le bac est hors d'usage depuis de longues années. Résultat, quand il y a surproduction, il n'est pas rare que celle-ci pourrisse sur pied.

Les mêmes difficultés sont de mises dans toutes les régions du pays, notamment à Bandundu-ville. La route qui relie le chef-lieu du Bandundu à Kinshasa est dans un piteux état. Parvenus tant bien que mal à Bandundu, les camions doivent encore traverser le fleuve pour entrer dans la ville. Il n'y a pas de pont, seulement un bac. Et son coût est jugé à ce point prohibitif que nombre de chauffeurs préfèrent décharger de l'autre côté du fleuve, à charge pour les commerçants de venir chercher leurs marchandises à l'aide de petites pirogues. Quant à la navigation fluviale vers Kinshasa, celle-ci est tout aussi difficile étant donné l'ensablement de nombreuses portions du fleuve. Autant de difficultés qui ne favorisent guère une quelconque reprise de l'activité économique...

La Rdc, laboratoire du « micro crédit » en Afrique centrale ?

Au-delà de la question des infrastructures, se pose par ailleurs celles de l'esprit d'initiative (par opposition à une mentalité d'assistanat parfois prégnante), des investissements ou de la concurrence des produits européens, nord-américains mais aussi asiatiques vendus à bas prix. Lorsque l'on survole le Bandundu à basse altitude, on est frappé de voir à quel point les campagnes demeurent vierges et le pays relativement inexploité... La reconstruction des moyens de communication devrait sans conteste favoriser le développement de l'activité économique. Mais les Congolais désireux de lancer une petite activité doivent pouvoir disposer d'un minimum de capital de départ pour cela. Pax Christi Wallonie-Bruxelles estime que l'essor des programmes de « microcrédits », actuellement peu développés en Afrique, pourrait constituer un début de solution pour des milliers de paysans et de jeunes entrepreneurs congolais. Depuis leur lancement en 1977 au Bangladesh par Muhammad Yunus (Prix Nobel de la Paix 2006) et la *Grameen Bank*, les programmes de microcrédits ont permis à de très nombreuses personnes (dans leur grande majorité des femmes) de prendre en main leur destin et celui de leur famille et de sortir peu à peu de la pauvreté.

Une concurrence déloyale

Se pose enfin le problème des aides à l'exportation dont bénéficient de nombreux surplus agricoles de l'Union européenne ou des Etats-Unis et qui font que le maïs de l'Arkansas ou la volaille européenne sont moins chers sur les étals de Kinshasa que le maïs du Kasai ou le poulet élevé au Congo. Pax Christi Wallonie-Bruxelles estime qu'il faut mettre fin à ce système qui consiste à soutenir nos agriculteurs en Europe en versant des aides à l'exportation qui déstructurent considérablement les marchés locaux en Afrique subsaharienne. Ce système est d'autant plus pervers qu'il contribue à l'essor de crises alimentaires aiguës, voire de certaines famines, que l'Union européenne devra ensuite s'efforcer de juguler à l'aide d'aides alimentaire et d'assistance humanitaire coûteuses et massives. S'il est indéniable qu'il faut soutenir les agriculteurs européens, cela ne doit cependant pas se faire sur le dos du secteur agricole africain, lequel constitue la principale source d'emploi et donc de sortie de la misère pour les populations du continent noir.

Conclusion

La reconstruction de la République démocratique du Congo est un chantier titanesque auquel la « communauté internationale » doit prendre toute sa part. L'implication financière et politique de la Belgique et de ses partenaires européens dans ce processus doit être au moins aussi massive que la part qu'ils ont pris dans le financement du processus électoral qui vient de se dérouler. Le développement économique du Congo et l'amélioration des conditions de vie des populations locales sont les premiers facteurs de paix pour le pays et toute la région. Pax Christi Wallonie-Bruxelles considère qu'il serait absolument regrettable de voir la persistance de la crise socio-économique aiguë que connaît le Congo engendrer au sein de la jeunesse congolaise des frustrations susceptibles d'être à nouveau instrumentalisées par des chefs de guerre potentiels et mettre ainsi en péril les succès rencontrés à ce jour.

Olivier Lanotte

Observateur international de Pax Christi Wallonie-Bruxelles
aux élections en RDC

Editeur responsable : Katheline Toumpsin
Pax Christi Wallonie-Bruxelles, ASBL
Rue Maurice Liétart 31/1
B-1150 Bruxelles – Belgique
Tél. +32 (0) 2 738 08 04
Fax +32 (0) 2 738 08 00
E-mail : info@paxchristiwb.be